



| | | |
|--|---|---|
|  <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p> | <p>Direction : des politiques économique et internationale Sous-direction : des cultures et des produits végétaux</p> <p>Bureau : du sucre, des productions non alimentaires et de deuxième transformation</p> <p>Adresse : 3, rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP Suivi par : C. ALUZE</p> <p>Tél : 01 49 55 53 55 Fax : 01 49 55 50 75 Réf. Interne : Réf. Classement :</p> | <p>CIRCULAIRE</p> <p>DPEI/SPM/SDCPV/C2002-4011</p> <p>Date : 25 FEVRIER 2002</p> |
|--|---|---|

Date de mise en application : à compter de la campagne 2001-2002

 Nombre d'annexes :

Objet : attribution de l'aide au transport des cannes du bord du champ au centre de réception, dans les départements français d'outre-mer.

Bases juridiques : - article 16 du règlement (CE) n°1452/2001 du Conseil du 28 juin 2001 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer.

- règlement (CE) n°2477/2001 de la Commission du 17 décembre 2001 relatif à l'aide au transport des cannes à sucre dans les départements français d'outre-mer.

Résumé : la présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de l'aide au transport des cannes du bord du champ au centre de réception, dans les départements français d'outre-mer.

Mots-clés : aide au transport des cannes

| Plan de Diffusion | |
|---|---|
| <p>- Pour exécution</p> <p>- MM. les Préfets des départements d'outre-mer</p> <p>- MM. les Directeurs de l'agriculture et de la forêt</p> | <p>- Pour information</p> <p>- Secrétariat d'Etat à l'outre-mer</p> <p>- ODEADOM</p> <p>- ACOFA</p> <p>- CP/ACCT</p> <p>- IGIR DOM</p> <p>- CG GREF</p> <p>- Réserve (20 ex.)</p> |

I – DEFINITIONS

a) Cannes éligibles

L'aide est appliquée à une canne saine, loyale et marchande. Elle est versée pour les cannes destinées à la production de sucre et à la fabrication de rhum.

b) Bénéficiaire de l'aide

L'aide est versée au producteur qui livre ses cannes au centre de réception.

c) Centre de réception

Le centre de réception est soit un centre, individuel ou collectif, situé en bordure ou en dehors des champs regroupant des apports de cannes issues d'une ou de plusieurs exploitations, soit le site industriel lui-même (sucrierie ou distillerie).

Le centre de réception qui sert de référence pour le paiement de l'aide est celui le plus proche des parcelles où les cannes sont récoltées ou celui pour lequel le coût de transport du bord du champ au centre de réception est le moins coûteux, et qui est équipé pour recevoir les différents types de chargement existants.

II – ATTRIBUTION DE L'AIDE

a) Fixation du coût forfaitaire de transport

- à la Réunion, la Direction de l'agriculture et de la forêt détermine un coût forfaitaire de transport par zone homogène quant aux handicaps et difficultés d'accès, à partir des coûts de transport constatés ;
- en Guadeloupe, la Direction de l'agriculture et de la forêt détermine un coût forfaitaire de transport par zone en fonction de l'éloignement des parcelles par rapport aux centres de réception, à partir des coûts de transport constatés ;
- à la Martinique et en Guyane, la Direction de l'agriculture et de la forêt détermine un coût forfaitaire de transport en fonction de l'éloignement des parcelles par rapport aux centres de réception, à partir des coûts de transport constatés.

b) Montant de l'aide et enveloppe financière par département

Pour chaque département, le règlement (CE) n° 2477/2001 du 17 décembre 2001 susmentionné fixe un coût moyen d'aide :

- Réunion : 3,2 €/T
- Guadeloupe : 2,5 €/T
- Martinique : 2 €/T
- Guyane : 2 €/T.

Pour chaque campagne, l'enveloppe financière allouée à chaque département est calculée sur la base du tonnage de cannes et en fonction du coût moyen d'aide mentionné à l'alinéa précédent.

c) Variation de l'aide

- à la Réunion et en Guadeloupe, le montant d'aide par zone peut varier, pour tenir compte de la distance, des handicaps naturels et des conditions d'accès au champ, dans la limite de 50% du coût forfaitaire de transport et du montant maximal d'aide défini pour ces départements dans le règlement (CE) n° 2477/2001 du 17 décembre 2001 susmentionné.

A ces montants, peut être appliquée une variation en fonction du tonnage de cannes transporté, pouvant aller jusqu'à 30%, dans la limite de 50% du coût forfaitaire de transport et du montant maximal d'aide défini pour ces départements dans le règlement (CE) n° 2477/2001 du 17 décembre 2001 susmentionné.

d) Information des bénéficiaires

La Direction de l'agriculture et de la forêt informe, par tous moyens, les producteurs, bénéficiaires de l'aide, du dispositif retenu pour la mise en œuvre de l'aide au transport des cannes, notamment les conditions d'attribution de l'aide, le formulaire à remplir, les contrôles effectués par elle ou par le (s) organisme (s) agréé (s) par elle.

e) Demande d'aide

La demande d'aide est présentée auprès des services de la Direction de l'agriculture et de la forêt ou des organismes agréés par elle. La Direction de l'agriculture et de la forêt fixe le délai de dépôt des demandes d'aide.

La Direction de l'agriculture et de la forêt met au point le formulaire de demande d'aide qui doit comporter les mentions suivantes :

- les nom, prénom, adresse du bénéficiaire de l'aide et l'adresse de l'exploitation où les cannes sont récoltées
- l'identification de l'industriel transformateur
- la quantité de cannes livrée, accompagnée des bordereaux de livraisons ou du récapitulatif des livraisons délivrés, soit par le centre technique de la canne et du sucre, soit par l'industrie de transformation, et dûment signés par le vendeur et l'acheteur
- la mention du centre de réception et, le cas échéant, la distance entre le champ et le centre de réception
- le cas échéant, les justificatifs du coût de transport à la charge du producteur.

f) Mise à disposition des crédits et paiement de l'aide

Les crédits destinés au paiement de l'aide sont imputés sur le chapitre 44-53, article 77 "Soutien à la production de sucre dans les DOM" du budget du Ministère de l'agriculture et de la pêche, après rattachement par voie de fonds de concours des crédits du FEOGA-section garantie correspondants.

Les Directions de l'agriculture et de la forêt font parvenir au Bureau Sucre, des productions non alimentaires et de deuxième transformation le montant total des demandes retenues. Cette évaluation des crédits précise la quantité de cannes éligible au titre de la fabrication de sucre et/ou de la production de rhum, ainsi que les montants d'aides appliqués. Elle intervient dans les 30 jours suivant la date limite de dépôt des demandes d'aide fixée par les Directions de l'agriculture et de la forêt.

Les crédits correspondants sont délégués aux Directions de l'agriculture et de la forêt dans les 30 jours suivant la réception par le Bureau Sucre des évaluations de crédits.

Il appartient aux Directions de l'agriculture et de la forêt de procéder aux engagements sur le chapitre 44-53, article 77, selon la procédure d'examen global donnant lieu à engagement global. Les mandatements correspondants sont effectués par elles dans un délai maximum de 2 mois suivant la mise à disposition des crédits. Les opérations de paiement sont imputées sur le **paragraphe 35** du chapitre 44-53, article 77 « Subventions aux entreprises privées agricoles : aides communautaires au transport des cannes à sucre ».

III – CONTROLES

Dans le cadre des contrôles décrits ci-après, les Directions de l'agriculture et de la forêt vérifient, périodiquement, que le montant d'aide perçu est conforme à la réalité des coûts de transport forfaitairement déterminés par elles.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier, administrativement et sur place, que le montant d'aide perçu est au maximum égal à la moitié des coûts de transport forfaitairement établis dans chaque département et qu'il ne dépasse pas les montants maximaux d'aides fixés pour chaque département, dans le règlement (CE) n°2477/2001 du 17 décembre 2001 susmentionné.

Les contrôles sont effectués par les Directions de l'agriculture et de la forêt ou par les organismes agréés par elles. Il s'agit de contrôles :

- administratifs, sur toutes les demandes d'aide, pour vérifier à partir des bordereaux de livraison des cannes ou du récapitulatif de ces livraisons, la concordance entre le montant d'aide demandé par rapport au coût de transport supporté, l'origine des cannes et les quantités livrées ;
- sur place, auprès de 5% des producteurs bénéficiaires de l'aide, à partir de tous documents utiles.

Tout contrôle conduisant à constater une divergence anormale entre la demande et les justificatifs motivera le rejet de la demande et, dans le cadre du contrôle a posteriori, le reversement des sommes déjà versées augmentées d'un intérêt calculé en fonction du délai s'étant écoulé entre le paiement de l'aide et le remboursement de celle-ci par le bénéficiaire. Le titre de perception est émis par la Direction de l'agriculture et de la forêt sur le compte 901.59 « Budget Général » - recettes diverses », spécification 805.51 « reversements au titre du FEOGA-Garantie – Poséïdom-sucre ».

Cette décision de rejet, qui devra être notifiée au bénéficiaire de l'aide, doit mentionner les délais et voies de recours, en application du décret du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers. A défaut, le délai de recours n'est pas opposable. Il convient donc d'indiquer dans la notification :

“ Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa réception :

1/ par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision.

2/ en cas de réponse négative de la part de l'auteur de la décision dans les deux mois ou d'absence de réponse de sa part dans un délai de quatre mois, par recours hiérarchique adressé au Ministre de l'agriculture et de la pêche (Direction des politiques économique et internationale, Bureau du sucre, productions non alimentaires et de deuxième transformation, 3, rue Barbet de Jouy 75549 Paris 07 SP).

3/ par recours contentieux devant le tribunal administratif, dans les deux mois suivant notification de la réponse négative du Ministre de l'agriculture et de la pêche ou en cas d'absence de réponse de sa part, dans un délai de quatre mois.

4/ par recours contentieux devant le tribunal administratif, indépendamment des voies de recours administratif précitées.

Tout contrôle sur place ou sur dossier, ayant abouti à une décision de rejet ou au recouvrement d'une demande d'aide devra être notifié au bureau Sucre, des productions non alimentaires et de deuxième transformation par fourniture d'une copie de la demande d'aide et d'une copie du compte rendu de contrôle. Cette notification doit suivre le contrôle le plus rapidement possible. La Direction de l'agriculture et de la forêt doit également indiquer au bureau Sucre le stade de la procédure de reversement en cours : refus de payer notifié au bénéficiaire, reversement demandé, etc.

IV – MANUEL DE PROCEDURE

Les Directions de l'agriculture et de la forêt établissent un manuel de procédure pour la gestion et le contrôle des demandes d'aide au transport des cannes du bord du champ au centre de réception.

Le manuel de procédure décrit comment est effectuée chacune des opérations sur les dossiers : réception, contrôles formels avant saisie, contrôles administratifs, envoi au service instructeur, etc.

Le manuel de procédure définit aussi les éléments permettant de vérifier que les agents ont bien exécuté les contrôles requis ; il est donc nécessaire que soit annexée au manuel de procédure, la fiche de suivi utilisée pour chaque dossier et que le manuel de procédure expose la façon dont celle-ci doit être remplie.

Enfin, il définit les différentes règles de sécurité mises en place (en matière informatique, de protection des locaux, de conservation des dossiers, notamment).

L'Adjointe au Directeur
Chef du Service de la production
et des Marchés

Marie GUITTARD